

CAPL N°3 DU 9 OCTOBRE 2017

DECLARATION LIMINAIRE

Monsieur le Président,

Depuis l'arrivée du nouveau gouvernement, les mesures négatives s'accumulent pour les agents de la Fonction publique : gel de la valeur du point indice, rétablissement de la journée de carence, perspective de 120 000 suppressions d'emplois sur les 3 versants de la Fonction publique...

Ainsi, toutes ces mesures vont impacter fortement et négativement le pouvoir d'achat de plus de 5,4M (5 millions 400.000 d'agents publics) et fragilisent les services publics rendus aux usagers. Dans le même temps, tous les choix de ce gouvernement favorisent les plus riches au détriment du service public, dernier rempart contre l'exclusion pour les plus fragiles! C'est inadmissible!

Pour la DGFiP, la rentrée est toujours synonyme de mauvaises nouvelles: la lecture de la loi de finances annonçant son lot de réduction de moyens et de suppressions d'emplois. Pour 2018, ce n'est pas moins de 1650 postes supprimés et plusieurs millions de budget en moins!

Ces annonces préfigurent une dégradation accrue de nos conditions de travail, l'accélération des restructurations du réseau, la mise à mal de nos règles de gestion et l'abandon de missions. C'est inacceptable!

La CCT Finances Publiques revendique au contraire l'arrêt des suppressions d'emplois et des restructurations. Elle se prononce pour des réformes ambitieuses fondées sur le partage des richesses, l'investissement dans le service public, dans l'emploi et les salaires, soit l'exact l'inverse des choix gouvernementaux.

La CGT Finances Publiques exige une véritable négociation salariale au niveau Fonction Publique qui aboutisse à une réelle reconnaissance du travail, des missions et de l'engagement professionnel des agents par une augmentation du pouvoir d'achat et la revalorisation des carrières, le non rétablissement de la journée de carence et les moyens nécessaires pour permettre aux agents d'exercer leurs missions de services publics.

La CGT Finances publiques appelle les personnels à se mobiliser massivement demain 10 octobre 2017 dans le cadre de la journée unitaire d'action, de grève et de manifestations dans la Fonction publique.